

Un regard rétrospectif sur le monde en 2025

Entretien entre

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire,
Président du Think Tank CEIDES,
Directeur du Séminaire de Géopolitique Africaine à l'Institut Catholique de Paris
&
Sainclair MEZING, Journaliste, Cameroon Tribune

Publié dans le *Cameroon Tribune* du 30/12/2025, p. 43

Décembre 2025

1- L'année 2025 s'achève dans quelques heures. Quels sont, selon vous, les faits ayant marqué l'actualité dans le monde (en dehors de l'Afrique) au cours des douze derniers mois ?

Si je devais résumer 2025 en un mot, ce serait le « basculement » ; nous ne sommes plus dans une simple instabilité, nous sommes entrés dans une ère de rupture consommée. L'année aura été particulièrement tumultueuse, avec des événements majeurs qui ont influencé les relations internationales.

Tout d'abord, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, a constitué sans doute un tournant des plus significatifs ; sa réélection en novembre 2024 et son investiture en début de cette année ont transformé la dynamique diplomatique mondiale. La mise en œuvre du programme « America First » renforcé, marqué par des mesures protectionnistes et une approche unilatérale des affaires internationales en est un exemple. Son administration, tout en adoptant une posture plus conciliante vis-à-vis de certains partenaires comme la Russie, et de la Chine dans une moindre mesure, a suscité des tensions avec les alliés traditionnels européens, fragilisant quelque peu la *pax americana*, et effilochant même la « special relationship » avec la Grande Bretagne.

Ensuite, il est impossible de passer sous silence la persistance des conflits armés. La guerre en Ukraine est entrée dans sa troisième année avec une intensification des combats, notamment autour de la région de Kursk où l'arrivée de soldats nord-coréens pour soutenir les forces russes a marqué une escalade inquiétante. Au Moyen-Orient, la reprise des offensives israéliennes à Gaza en mars dernier a détruit le fragile cessez-le-feu de fin 2024, provoquant une nouvelle crise humanitaire tragique et des tensions régionales accrues.

Les événements climatiques extrêmes ont également marqué les esprits. Le typhon *Melissa* qui a frappé l'Asie du Sud-Est, les incendies record dans le vieux continent et les ouragans dans les Caraïbes ont souligné l'urgence de la crise climatique, culminant avec la COP30 à Belém au Brésil qui a abouti au « Belém Package », malgré les critiques sur son caractère non-contraignant.

Un événement qui a peut-être moins retenu l'attention médiatique, mais qui est significatif : l'élection du pape Léon XIV, premier Américain à diriger l'Église catholique. Son pontificat a introduit une nouvelle dynamique dans les relations internationales et influence les débats sur les questions sociales mondiales. Par exemple, il a pris des positions plus affirmées sur les migrants et les réfugiés et il a cherché à moderniser certaines approches pastorales de l'Église, tout en maintenant l'équilibre délicat entre tradition et réforme.

Enfin, sur le plan économique, nous avons assisté à ce que le FMI qualifie de « résilience ténue ». La croissance mondiale s'est maintenue autour de 3,2 %, mais c'est une croissance sous perfusion, menacée par la guerre commerciale.

Enfin, un événement à souligner : la décision de la Chine, en octobre dernier, de restreindre les exportations de terres rares. Cela a provoqué une véritable onde de choc industrielle, nous rappelant brutalement que le véritable enjeu est aussi celui du contrôle des ressources stratégiques.

2- En 2025, la guerre russo-ukrainienne, les conflits en Syrie, au Yémen, au Proche-Orient, au Moyen-Orient et le phénomène des gangs à Haïti ont mis la paix à rude épreuve. Qu'est-ce qui peut expliquer cette flambée de tension dans le monde ?

Vous avez raison de souligner cette accumulation de crises. Prenons d'abord le cas d'Haïti, souvent négligé dans les analyses internationales, peu médiatisé mais non moins virulent. La situation y est dramatique : la coalition *Viv Ansanm* regroupe entre 12 000 et 20 000 membres qui contrôlent désormais Port-au-Prince et les routes nationales. Ils extorquent des millions de dollars et ont provoqué une des crises humanitaires les plus graves.

Pour comprendre cette flambée mondiale de tensions, il faut identifier plusieurs facteurs qui s'entremêlent et créent un climat d'instabilité systémique.

Le premier et sans doute le plus fondamental, c'est l'absence d'un leadership mondial clair. Nous n'avons plus d'hégémon capable d'imposer un ordre, ni de grandes puissances agissant de concert pour maintenir la stabilité. Cette « vacance » a encouragé de nombreux dirigeants à considérer la violence comme un moyen légitime d'atteindre leurs objectifs. L'attaque

américaine du 22 juin dernier contre des installations nucléaires iraniennes, illustre cette dérive. Elle marque une rupture symbolique et normative majeure ; en agissant hors du cadre onusien et en déniaient les rapports de l'AIEA, Washington et Tel-Aviv ont démontré que la force prime désormais sur la légalité, même au cœur d'un système censé garantir la paix. En effet, les mécanismes traditionnels de règlement des conflits, notamment multilatéraux, se sont considérablement affaiblis.

Ensuite, comme je l'évoquais précédemment, le retour de Donald Trump a profondément perturbé l'ordre international libéral établi depuis 1945. Son approche imprévisible, ses promesses contradictoires et sa politique étrangère transactionnelle ont créé une incertitude stratégique majeure. Cette imprévisibilité a remis en question les alliances traditionnelles, et aussi encouragé des comportements plus agressifs de la part d'acteurs étatiques et même non-étatiques qui testent les limites de ce qui est désormais acceptable.

Ce qui frappe aussi, c'est l'interconnexion de tous ces conflits. Ils ne sont pas isolés les uns des autres. La guerre en Ukraine a renforcé l'axe Russie-Chine-Iran. La crise à Gaza a déstabilisé l'ensemble du Moyen-Orient. Les conflits du Sahel ont créé des ramifications jusqu'en Afrique de l'Ouest. Et la crise haïtienne, affecte toute la région des Caraïbes. C'est un effet domino : une escalade locale peut se propager rapidement à d'autres régions.

N'oublions pas non plus la compétition sino-américaine qui s'est intensifiée dans plusieurs zones stratégiques : la mer de Chine méridionale, Taïwan et la péninsule coréenne. Cette rivalité encourage des comportements de plus en plus assertifs des deux côtés, multipliant les points de friction.

À cela s'ajoute une crise de gouvernance dans de nombreux pays. Des États fragiles comme le Soudan, le Myanmar ou Haïti ont vu leur capacité à maintenir l'ordre s'effondrer. Ces effondrements créent des espaces où les groupes armés et les réseaux criminels peuvent non seulement prospérer, mais aussi s'étendre au-delà des frontières nationales.

Enfin, il ne faut pas sous-estimer le rôle des changements climatiques qui agissent comme un multiplicateur de menaces. Ils exacerbent les compétitions pour les ressources, provoquent des migrations massives et créent des conditions favorables à l'extrémisme et aux conflits armés.

3- Quelle stratégie adopter pour surmonter ces différents foyers de tension en 2026 et épargner à la planète la résurgence de nouvelles crises ?

C'est une question cruciale, il est très important d'y réfléchir.

Selon moi, la priorité c'est de renforcer la diplomatie multilatérale. Il faut réformer et revitaliser les institutions internationales existantes, en commençant par l'ONU. Je pense notamment à une réforme en profondeur du Conseil de sécurité pour mieux refléter les réalités géopolitiques actuelles. L'Afrique et les pays du Sud doivent avoir une voix plus importante. D'ailleurs, la nomination du nouveau Secrétaire général de l'ONU en 2026 nous offre une opportunité historique de revitaliser l'organisation.

Ensuite, nous devons établir une architecture de prévention des conflits plus robuste. Concrètement, cela signifie créer des mécanismes d'alerte précoce vraiment efficaces, financer adéquatement les opérations de maintien de la paix, et développer des capacités de médiation et de résolution des conflits. L'Union africaine, L'Union européenne et l'ASEAN doivent renforcer leurs capacités d'intervention rapide et de stabilisation.

Il faut aussi promouvoir une gouvernance mondiale véritablement inclusive qui dépasse les modèles dominants. L'initiative chinoise pour une « gouvernance mondiale plus équitable », soutenue par de nombreux pays africains, pourrait offrir une base pour repenser les règles du jeu international, à condition bien sûr qu'elle soit correctement encadrée et démocratisée.

Ce qui est fondamental, c'est une approche intégrée ; nous devons reconnaître l'interconnexion entre paix, sécurité, développement et changement climatique. Les efforts de paix ne peuvent plus se limiter à des aspects militaires ou diplomatiques ; ils doivent intégrer des composantes économiques, sociales et environnementales.

Sur le plan économique, il est urgent de réformer l'architecture financière internationale pour mieux soutenir les pays en crise et prévenir l'effondrement économique qui alimente souvent les conflits. Cela inclut la réforme des mécanismes d'endettement, l'accès équitable aux financements climatiques, et le soutien ciblé aux économies fragiles.

Un point crucial : nous devons investir massivement dans la prévention et la résolution des conflits plutôt que dans des réponses militaires coûteuses. Prenez le budget américain de la défense pour 2026 : 900 milliards de dollars ! Une partie significative de ces ressources serait

bien plus efficacement utilisée si elle était consacrée à la diplomatie préventive, au développement et aux efforts de consolidation de la paix.

Il faut également renforcer les partenariats régionaux et soutenir les organisations régionales dans leurs efforts de maintien de la paix. L'implication du Kenya et d'autres pays africains dans la force de stabilisation en Haïti illustre l'importance croissante de cette sécurité coopérative.

Enfin, nous devons promouvoir une nouvelle génération de leadership qui comprenne vraiment les défis de notre temps. Cela nécessite des investissements conséquents dans l'éducation et la formation.

Cette refonte fondamentale de notre approche collective de la sécurité et de la coopération internationale est un défi de taille, certes, mais l'alternative, une escalade continue des conflits et de l'instabilité, est bien pire.

En conclusion, 2025 restera dans les mémoires comme une année charnière où les fragilités du système international ont été exposées. Mais voyez-vous, chaque crise contient en elle-même les graines de la transformation.

L'année 2026 offre une fenêtre d'opportunité pour reconstruire un ordre international plus juste, plus inclusif et plus pacifique. Cela nécessitera un engagement collectif sans précédent, mais rappelons-nous que l'humanité n'a jamais été aussi interconnectée ni aussi dépendante de sa capacité à coopérer pour sa survie collective. /-

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org

Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides